

*v i v e r e*

***“ Oser oser. L'important est de survoler sans tenir compte des emmerdeurs, des évènements contraires et des choses adverses. Rien de cela n'est difficile, il faut aller.”***

**( Edmond Kaiser )**

Chères Amies et chers Amis,

Marquant la 19<sup>ème</sup> année de *Vivere* qui fut créé en octobre 1999, ce document présente un résumé sur l'action, les finances, l'équipe et sur l'avenir. Par simple demande vous pouvez recevoir tous les détails disponibles sur chaque sujet.

## I L'ACTION

	Assistance aux victimes d'exactions et de répression	Assistance aux personnes âgées abandonnées	Lutte contre l'impunité	Assistance aux mères seules en très grande difficulté	Assistance nutritionnelle	Lutte contre le trafic des êtres humains & assistance aux victimes	Communication
<b>Colombie</b>					p. 9		
<b>Congo RdC</b>	p. 4	p. 4	p. 4	p. 4			
<b>Golfe persique</b>						p. 18	
<b>Maroc</b>				p. 8			
<b>Mauritanie</b>							
<b>Moldavie &amp; Transnistrie</b>		p. 14				p. 14	
<b>Monde : abolition de la peine de mort et de l'emprisonnement à vie applicable aux mineurs</b>	p. 20						
<b>Ouzbékistan</b>						p. 17	
<b>Pakistan</b>	p. 21						
<b>Suisse</b>							p. 22
<b>Syrie</b>	p. 7				p. 7		
<b>Trafic des êtres humains</b>						p. 11	
<b>Ukraine</b>			p. 16			p. 16	

II LES FINANCES p. 25

III L'EQUIPE p. 27

IV L'AVENIR p. 27

## I L'ACTION

Au cours de cette année des membres de l'association ont effectué les missions suivantes sur le terrain <sup>1</sup> :

- Pakistan et région du Golfe Persique en janvier
- Région du Golfe Persique en mai
- Maroc en juin
- Ukraine, Moldavie et Transnistrie en juillet
- Sud et Nord Kivu, RdC en sept. - oct.
- Syrie en novembre

Ces missions durent d'une à trois semaines, permettant une meilleure analyse des réalités évolutives dans le contexte spécifique où le travail s'effectue, des contacts approfondis avec les partenaires locaux comme avec les divers acteurs institutionnels concernés par les programmes respectifs, la mesure des risques encourus tant par les populations cibles que par les militants agissant sur place.

Un contrôle de l'exécution du plan de travail et du bon emploi des ressources est au centre du cahier des charges de telles missions.

C'est aussi l'occasion de nouer de nouveaux contacts utiles pour l'initialisation, le renforcement, l'extension et/ou la diversification des activités soutenues par Vivere.

Notre accompagnement vise aussi à soutenir le renforcement de l'organisation amie dans sa propre capacité de recherche de fonds et de diversification des contributions solidaires. Tout progrès en ce sens signifie une meilleure autonomie des forces locales et donc leur meilleure efficacité générale ; subsidiairement et en proportion, les ressources de Vivere peuvent alors être dirigées vers d'autres fronts de travail où les acteurs locaux sont dépourvus du minimum indispensable pour mener leur combat en faveur des droits humains.

Notons enfin que de telles missions exigent une préparation appliquée et les aptitudes nécessaires afin de constituer une réelle valeur-ajoutée professionnelle, en termes de méthode et d'organisation, pour les équipes que nous rejoignons sur place.

---

<sup>1</sup> Nous saluons au passage avec gratitude les facilités et meilleures conditions tarifaires que nous accorde depuis des années l'agence Joker Voyages de Lausanne, en précisant qu'à plusieurs reprises des billets d'avion et/ou frais sur place sont supportés par nos responsables eux/elles-mêmes. De même, le temps d'absence est pris sur les congés annuels de chacun-e.

## République démocratique du Congo, Sud Kivu

### Situation

Selon nous les principaux facteurs de déstabilisation faisant obstacle à une pacification durable de la région des Kivu sont :

- L'impunité bénéficiant encore à tellement de dirigeants décrédibilisés qui ont trempé dans des délits de corruption et des crimes de sang
- Les ventes d'armes à des bandes & milices illégales
- La convoitise des ressources minérales et végétales de la région, régulièrement pillées par des forces nationales et étrangères sans foi ni loi.
- Nourries par un ou plusieurs facteurs ci-dessus, les velléités séparatistes de telle et telle faction.
- La porosité des frontières permettant aux bandes armées étrangères de commettre des ravages sur sol congolais.
- L'efficacité relative, souvent même dérisoire, de la présence de 17'000 casques bleus de la MONUSCO, qui relève de l'échec des Nations Unies dans cette région du pays.



Objectifs	Réalisations 2017
1 Assistance aux femmes victimes de viols et/ou de violences sexuelles, aux orphelins, et aux filles-mères. Partenaire local : Centre Tulizeni, Goma	Partenariat débuté en octobre 2015. Tulizeni abrite et protège 89 enfants non-accompagnés et 5 jeunes mères esseulées avec leurs bébés; il assiste aussi 153 femmes veuves ou répudiées dans les camps de déplacés.
2 Intensifier la lutte contre l'impunité en permettant à l'Auditorat militaire de siéger 'en brousse' afin d'instruire et de rendre jugement sur des dossiers d'accusation de militaires ou miliciens suspectés de crimes commis contre des citoyens, (meurtre, viol ou violences sexuelles, torture, sévices physiques, autres actes inhumains et dégradants). Partenaires locaux : Tribunal militaire et UCPDHO	Deux Chambres foraines ont été organisées, à Rubanga/Luvungi en mars puis à Lusenda en sept. Les 27 opérations menées depuis 2006 visent à : - mettre en jugement des suspects détenus ou bien localisés en territoire de Fizi qui, pour diverses raisons, ne peuvent pas être transférés devant le tribunal d'Uvira de l'Auditorat militaire - donner à réfléchir aux criminels encore en liberté, comme à ceux qui seraient tentés de commettre des abus à l'avenir - prouver à la population des territoires de Fizi et d'Uvira que la justice est, enfin, en marche pour connaître des souffrances qu'elle a eu à subir de la main de l'homme.
3 Protection de personnes âgées abandonnées et sans toit Partenaire local : UCPDHO	13 personnes âgées esseulées et sans toit sont hébergées en autant de familles d'accueil, dans une forme d'adoption.
4 Monitoring et alertes sur les crimes de sang, assistance médicale aux victimes Partenaire local : ACMEJ * (voir page suivante)	61 victimes civiles d'agressions commises par des hommes en armes ont reçu des soins médicaux. Vivere accorde un renfort en moyens de communication et de transport à l'ACMEJ qui mène les enquêtes sur de vastes étendues du territoire.
5 Défense des militants des droits humains subissant une menace sérieuse. Partenaires locaux : DED, UCPDHO, et diverses organisations locales	. Soutien à la conception, au lancement et au fonctionnement de l'association locale 'Défenseurs en danger'. . Depuis 2010, ce sont plus de 177 activistes des territoires de Fizi et d'Uvira qui ont subi de graves exactions, allant jusqu'à l'assassinat.
6 Soutien à de jeunes filles déscolarisées suite aux faits de guerre. Partenaire local : FEDA, Kazimia	Prise en charge des frais scolaires de 32 adolescentes dont plusieurs orphelines et plusieurs filles-mères.

## République démocratique du Congo, Sud Kivu

\* Petite note de présentation de notre partenaire "l'Association Contre le Mal pour l'Encadrement de la Jeunesse et les Droits de l'Homme" :

La plupart des gens de l'ACMEJ sont très courageux, c'est dans les gènes de cette petite organisation. C'est une des raisons pour lesquelles le soutien de Vivere leur est assuré sans discontinuer depuis décembre 2005. En résumé :

- Le renouvellement à hauteur de \$ 1'000 d'une caisse permanente pour soins d'urgence des civils pauvres victimes de violences commises par des hommes en armes.
- Une aide pour le carburant des deux motos (dont l'une fut achetée sur nos fonds) transportant les enquêteurs.
- Ponctuellement : le financement d'actions spéciales, comme celle assistant les 50 orphelins du massacre de Mutarule depuis un an. On participe aussi à des réhabilitations individuelles de civils grièvement blessés et laissés avec un handicap lourd.
- Assistance aux veuves & enfants des militants ACMEJ assassinés (Toto Kaligito et Akili Bigaya).
- Téléphones et ordinateurs portables, appareils photos : chaque année Mike leur en apporte quelques uns parmi ceux de seconde-main qui sont donnés gratis à Vivere.
- Une fois par an : une petite somme pour participer aux frais de fonctionnement de l'ACMEJ, ou bien comme prime d'encouragement aux militants qui sont tous bénévoles.
- Aide méthodologique pour la gestion (compta, rédaction de projets, pose d'indicateurs mesurables, etc.).

Courageux et endurents certainement, mais aussi assez rustiques (dans le sens dépourvus de ruse) lorsqu'il s'agit de 'grenouiller' parmi les élites humanitaires et les bailleurs de fonds, ce qui fait qu'ACMEJ reste et restera sans doute une toute petite organisation de base. Celles du genre que Vivere affectionne particulièrement, qui ramassent le blessé à terre et s'assurent qu'il/elle sera soigné, qui vont au nez et à la barbe des méchants enquêter sur les forfaits commis pour les dénoncer ensuite ouvertement.

*(photos Vivere)*



Militants de l'ACMEJ en enquête dans un village ayant subi un massacre



Mère & fille blessées lors d'une agression, soignées par l'ACMEJ



Eric Muvomo, coordinateur de l'ACMEJ

République démocratique du Congo, Sud Kivu



*Une personne âgée protégée au Sud Kivu*

*(photos Vivere)*



*Chambre foraine de Lusenda, sept 17*



*Orphelines de Kazimia dont la réinsertion scolaire est assurée*



*Adolescente mère-célibataire et son bébé protégés à Tulizeni*

# Syrie

## Situation :

Les médias du monde entier ont livré suffisamment d'informations sur le chaos s'abattant sur ce pays depuis 7 ans, il est peu besoin d'en surajouter ici. Presse écrite, photos, films, tous les supports se conjuguent pour décrire le martyr du peuple syrien, la dislocation des rapports sociaux, la destruction massive tant de l'habitat que des infrastructures, la monstruosité de la répression utilisée par toutes les parties au conflit, la culture de la haine et de l'intolérance qui s'est emparée des esprits, la folie de nouvelles formes de terrorisme visant à s'ériger en califat avec vocation de gouverner des populations entières. Conséquences humanitaires : près de 410'000 tués, nombre incalculable de blessés graves, quatre millions de Syriens réfugiés (Jordanie, Liban, Turquie et Europe principalement) et huit millions de déplacés.

Les craignant morts ou dispersés en exil nous sommes restés longtemps sans nouvelles d'une petite équipe de volontaires, connus sur place durant les années d'avant-guerre, auxquels une profonde amitié nous liait. En octobre 2014, miraculeusement, le contact a été rétabli avec ceux qui ont pu rester en activité malgré la grande dangerosité prévalant dans cette région centrale de la Syrie ; (pour raisons évidentes de sécurité on doit limiter les précisions quant aux personnes et aux lieux où le travail s'effectue). Pour évaluer ce qui est faisable et pour conforter l'équipe locale l'un des nôtres s'est rendu sur place en décembre 14, en août 2016 puis en novembre 2017.

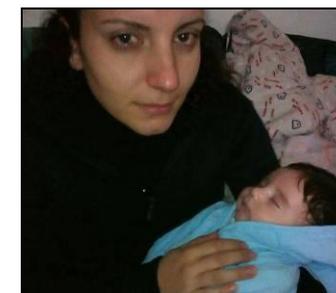


Objectifs	Réalizations 2017
<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Prise en charge des frais d'accouchement en milieu médicalisé pour mères dépourvues de moyens et sans autre recours.</li> <li>2. Lait maternisé 1er âge pour nourrissons dont la maman, sans moyens, ne peut pas allaiter, ou trop peu.</li> <li>3. Assistance légale (avocat) pour femmes victimes d'arrestation arbitraire par les autorités. Souvent des cas de faux témoignage, d'homonymie, crime d'honneur, etc. Risque sérieux de torture.</li> <li>4. Contribution aux frais de communication et de transport de l'équipe.</li> </ol>	<p>Au moment de la rédaction de ce rapport (avril 18) et depuis le début de notre engagement, ce travail a permis de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- assister 564 nouveau-nés pour leurs besoins vitaux, et 83 jeunes mamans pour des accouchements difficiles.</li> <li>- libérer 11 femmes incarcérées dont l'une l'était avec son enfant depuis 5 ans.</li> <li>- faciliter la logistique de l'équipe sur place.</li> </ul> <p>Par insuffisance de ressources nous avons malheureusement dû suspendre en cours d'année l'aide pour les accouchements.</p>



*Latifa et son fils, libérés après cinq ans en prison*

(photos Vivere-Syrie)



*Bébés Hanine et Estefan avec leurs mamans*

# Maroc

## Situation

En dépit de l'évolution réelle que ce pays connaît certaines mœurs répressives gardent encore toute leur agressivité, notamment la condamnation sociale et le bannissement des jeunes mères célibataires qui peuvent, par désespoir, recourir à l'infanticide ou à l'abandon de leur nouveau-né.

Suivant une implication de Vivere il y a 17 ans naissait à Agadir l'association Hayati, (en arabe: "ma vie"), grâce à l'engagement bénévole de personnes responsables sur place dont le but essentiel est le soutien aux mères seules en grande difficulté et à leurs enfants en bas âge, ainsi que l'assistance aux bébés abandonnés et la prévention de futurs abandons.

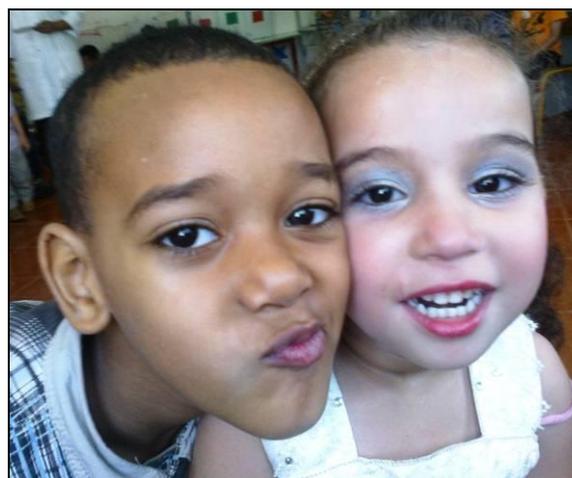
La prostitution reste encore un moyen de survie pour certaines femmes seules, et de nouveaux enfants peuvent être le fruit de ces relations-là. Autant d'enfants qui ne seront pas légalement reconnus. Parmi les mamans qui sont ou ont été mariées on retrouve également des souffrances intolérables : violences conjugales aboutissant à l'abandon, la fuite, et en tous cas à la déresponsabilisation des pères.



Objectifs	Réalizations 2017
<p>Assistance aux mères seules en très grande difficulté et à leurs enfants.</p> <p>Partenaire : Hayati</p>	<p>. 121 enfants sont accueillis en permanence sur les deux sites d'Agadir et de Aït Melloul. Leurs mamans reçoivent une assistance adaptée à leurs besoins sociaux.</p> <p>. Grâce aux efforts de ses membres locaux, la recherche de fonds de Hayati suit une courbe ascendante, et l'association arrive ainsi à s'autofinancer à hauteur de 96%, ce qui soulage d'autant la contribution financière de notre mouvement. Au cours de cette année le bénévolat local s'est encore renforcé de manière très significative, enrichissant autant les activités offertes aux enfants que la capacité de communication et de collecte, en argent et en nature, de Hayati. L'équipe ainsi affermie a pu trouver et ouvrir aux Aït Melloul de nouveaux locaux spacieux afin de pouvoir accueillir davantage d'enfants et de se rapprocher plus près des usines où travaillent une majorité des mamans.</p>



*Abdeljalil, président de Hayati*



*Enfants de Hayati (photos Vivere)*



# Colombie

## Situation

L'accord de paix a mis fin à un conflit qui a duré plus d'un demi-siècle, a fait plus de 260'000 morts, plus de 60'000 disparus et quelque 7,4 millions de déplacés internes. Néanmoins la violence persiste envers les défenseurs des droits humains et responsables de communautés indigènes<sup>2</sup> et <sup>3</sup>. Dans le cadre de l'accord de paix un « système de justice, de vérité, de réparation et de non-répétition », comprenant une juridiction spéciale pour la paix a été mis en place. <sup>4</sup>

A Magangué, l'organisation Atucsara travaille auprès des populations déplacées. Son but: permettre aux personnes déplacées de recréer un réseau social organisé, de revendiquer leurs droits, d'assurer leurs besoins élémentaires. Avec la création d'une école pour la paix, Atucsara travaille aussi très activement avec la communauté pour la réussite de ce processus. Située au Nord du pays, au bord du fleuve Magdalena, cette ville est la plus grande de la province après Carthagène, et compte un grand nombre de personnes déplacées. Pauvreté et inégalités sociales, mais surtout violence et manque d'infrastructures publiques sont les principales problématiques identifiées. Les jeunes sont une proie privilégiée pour l'enrôlement par les bandes de micro-traffic dans des activités illégales. Ces données n'ont pas changé à Magangué, où les sites de micro-traffic restent nombreux.

Depuis décembre 2004 Atucsara compte avec l'appui de Vivere dans le volet nutritionnel. Ce soutien est intégré au projet global d'accompagnement de la communauté qu'Atucsara mène avec l'appui de l'association amie CATLEYA. En 2017 ce projet se développe au sein de 5 communautés vulnérables. A Yati et Nueva Colombia, les activités ont été menées durant 10 ans par Atucsara, la main est laissée maintenant aux moniteurs et femmes promotrices, en maintenant encadrement et formation continue. A Santa Fe et La Peña les actions ont démarré il y a 3 ans ; les moniteurs assument un rôle de coordination dans les activités pour enfants. Barranca Yuca est un nouveau quartier d'intervention. L'école et les jeunes de ce quartier portent les activités de développement. Les jeunes mettent en œuvre des stratégies d'intégration et de participation citoyenne leur permettant de prévenir l'influence des gangs, la délinquance et le micro-traffic dans leur communauté. Les enfants ayant bénéficié des cantines dès le début du projet sont aujourd'hui de jeunes leaders et travaillent activement à l'école pour la Paix.



Objectifs	Réalizations 2017
<p>Assistance nutritionnelle aux enfants particulièrement vulnérables quartiers de Nueva Colombia, Yati, La Peña, Santa Fe et Barranca Yuca.</p> <p>170 enfants à risque bénéficient d'un repas par jour à la cantine, et 70 enfants d'une collation renforcée.</p> <p><b>Partenaire : ass. Atucsara</b></p>	<p>Quatre cantines scolaires gérées par les associations de femmes dans les centres communautaires -Yati et Nueva Colombia- ou hébergées dans la maison d'une femme du quartier - La Peña et Barranca Yuca, cette dernière ouverte en mars 2017. Le complément nutritionnel a pu bénéficier aux enfants de Santa Fe et aux participants aux séances de sensibilisation, danse et musique.</p> <p>Les enfants de 5 -14 ans ont amélioré leur état nutritionnel : sur 180 bénéficiaires de l'appui nutritionnel des cantines, 155 ont atteint un poids normal. Ils ont pu participer aux activités du projet, dont renforcement scolaire, danse, sport, éducation aux valeurs et 170 d'entre eux ont amélioré leurs résultats scolaires.</p> <p>Ces actions sont toujours menées dans une situation sécuritaire précaire (les jeunes, la communauté et l'équipe d'Atucsara étant toujours confrontés au risque de violence, menaces et des agressions) et en absence d'implication de l'État mais avec un investissement grandissant de la part de la communauté.</p>

<sup>2</sup> Colombie : 105 défenseurs des droits assassinés en 2017, selon l'ONU

<sup>3</sup> Colombie 2017/2018 | Amnesty International

<sup>4</sup> En Colombie, la justice spéciale pour la paix voit le jour - Le Monde

## Colombie



*(photo Atucsara)*

## Domaine de travail:

### Prévention de & lutte contre le trafic des êtres humains, assistance aux victimes

#### Situation 2017

Aujourd'hui des millions de personnes de par le monde endurent l'esclavage, que ce soit pour un labeur inhumain, la mendicité forcée, ou pour l'exploitation sexuelle de leur corps.

Depuis l'effondrement de l'ex-URSS, les sources sérieuses estiment à des centaines de milliers le nombre de femmes et d'hommes provenant de l'Europe de l'Est qui ont eu à subir l'esclavage sexuel dans un pays étranger. Les Nations Unies estiment que le trafic illicite d'êtres humains rapporte quelques 28 milliards de US \$ par an aux mafias concernées<sup>5</sup>. Nous aidons également de nombreuses victimes provenant d'Asie et d'Afrique.

#### Objectifs

Les instruments légaux ne manquent pourtant pas pour barrer la route au trafic des êtres humains :

1. les Conventions et Déclarations des Nations unies, notamment les articles 5 et 6 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes,
2. les articles 4 et 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948,
3. les articles 1 et 2 de la Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui, de 1949
4. les articles 34 et 35 de la Convention internationale des droits de l'enfant, de 1989
5. le Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, Protocole de Palerme du 15 novembre 2000
6. l'objectif stratégique D.3 de la Plateforme d'action et la Déclaration de Pékin de 1995
7. les recommandations du Conseil de l'Europe dans ce domaine, notamment la recommandation n° R (2000) 11 7 sur la lutte contre la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle, la recommandation n° R (2002) 5 8 sur la protection des femmes contre la violence ainsi que la recommandation 1545 (2002)<sup>9</sup> relative à une Campagne contre la traite des femmes,
8. la Déclaration de Bruxelles de l'OIM sur la prévention de la traite des êtres humains et la lutte contre celle-ci, notamment ses points 7 et 8,10
9. la Décision n° 1 des ministres de l'OSCE, réunis à Vienne en 2000, visant à renforcer les efforts de l'OSCE pour combattre la traite des êtres humains
10. la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne 12, et plus particulièrement ses articles 5, 4, 21 et 23,
11. la décision cadre du Conseil de l'Europe du 19 juillet 2002 relative à la lutte contre la traite des êtres humains

Tel qu'expliqué dans les pages suivantes Vivere est au travail dans trois pays-source du trafic : l'Ukraine, l'Ouzbékistan et la Moldavie –y compris en Transnistrie, et dans deux pays de destination dans la région du Golfe Persique, que nous ne désignons pas ici pour raisons de sécurité.

Détaillés dans les pages suivantes nous agissons avec les buts de :

- Renforcer l'interdiction légale du trafic des êtres humains.
- Renforcer les sanctions contre tous les commanditaires & complices du trafic.
- Protéger et assister les victimes du trafic, autant dans le pays où elles ont été déportées qu'une fois rapatriées dans leur pays d'origine.
- Renforcer les activités préventives, notamment par l'éducation et la sensibilisation des jeunes et des orphelins potentiellement visés par le trafic.

<sup>5</sup> Source: P. Bessler, 'Forced Labour and Human Trafficking: Estimating the Profits', ILO Working Paper (Geneva)

**Depuis son engagement dans l'assistance aux victimes du trafic d'êtres humains Vivere a secouru et rapatrié les personnes suivantes :**

Victims repatriated by country of origin	2004 à 2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Total	% since 2009	
Uzbekistan	(for this period we have no available dispatch record by nationalities; most victims came from Moldova, Ukraine and Uzbekistan)	121	170	97	67	56	43	42	45	55	696	47,0%	
Russian Federation		17	33	27	22	17	8	22	6	14	166	11,2%	
Moldova		16	38	20	22	32	15	16	9	6	174	11,7%	
Tajikistan			5	4	1		3	3	1	3	20	1,4%	
Armenia			5	2		1	1		2	1	12	0,8%	
Azerbaijan			1		1		2	2	1	1	8	0,5%	
Kyrgyzstan		7	16	15	15	9	7	3	1	5	78	5,3%	
Ukraine		8	6	8	1	3	4	5	3	7	45	3,0%	
Georgia			1		2	3	1				7	0,5%	
Mongolia									1		1	0,1%	
Belarus			2				1	1	1		5	0,3%	
Turkmenistan			2	3	1	1	2	5	1		15	1,0%	
Kazakhstan		5	5	6	3	6	4	1	1	5	36	2,4%	
<b>Sub-total CIS</b>		<b>461</b>	<b>174</b>	<b>284</b>	<b>182</b>	<b>135</b>	<b>128</b>	<b>91</b>	<b>100</b>	<b>72</b>	<b>97</b>	<b>1724</b>	<b>85,3%</b>
Nigeria										30	33	63	4,3%
Uganda								1	17	9	27	1,8%	
Kenya									10	5	15	1,0%	
Ghana									3		3	0,2%	
Togo									1		1	0,1%	
Tanzania									1		1	0,1%	
Ethiopia	2								6	14	22	1,5%	
Cameroon									7	5	12	0,8%	
Morocco										2	2	0,1%	
Eritrea										1	1	0,1%	
<b>Sub-total Africa</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>75</b>	<b>69</b>	<b>147</b>	<b>9,9%</b>	
Indonesia								2	15	12	29	2,0%	
Philippines								4	9	5	18	1,2%	
Sri Lanka								1	5	3	9	0,6%	
India								2	2		4	0,3%	
Pakistan								1	1		2	0,1%	
Bangladesh								1	4		5	0,3%	
<b>Sub-total Asia</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>11</b>	<b>36</b>	<b>20</b>	<b>67</b>	<b>4,5%</b>	
Latvia				1							1	0,1%	
Estonia									1		1	0,1%	
Romania									1		1	0,1%	
Bulgaria										1	1	0,1%	
<b>Sub-total Europe</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>0,2%</b>	
Stateless										1	1	0,1%	
<b>Total</b>	<b>461</b>	<b>176</b>	<b>284</b>	<b>182</b>	<b>136</b>	<b>128</b>	<b>91</b>	<b>112</b>	<b>185</b>	<b>187</b>	<b>1942</b>	<b>100,0%</b>	

## Lutte contre l'impunité

### Récapitulation des affaires instruites devant les tribunaux respectifs pour l'incrimination des trafiquants d'êtres humains et de leurs complices

	Organisation partenaire	Nombre de procès	Nombre de victimes concernées
<b>Ukraine</b>	Avenir	12	43
<b>Ukraine</b>	Avocat Gennady Gerasimenko	23	91
<b>Ouzbékistan</b>	Istiqbolli Avlod	35	50
<b>Transnistrie</b>	Women's Initiative	1	1
	<b>Total</b>	<b>71</b>	<b>185</b>

## Moldavie et Transnistrie <sup>6</sup>

### Situation 2017

Le contexte socio-économique de la Moldavie est l'un des plus déprimés d'Europe. La guerre à l'Est de l'Ukraine voisine est venue y empirer l'insécurité, l'instabilité, en aggravant les tentatives d'expatriation à tout prix. Parallèlement, le morcellement du pays après la guerre de 1992 <sup>7</sup> laissent tant la Moldavie que la Transnistrie avec des tensions constantes à leurs frontières, des fractures profondes au sein de la population et des antagonismes freinant de part et d'autre le développement humain.

La pauvreté a poussé la population économiquement active à chercher à l'étranger des opportunités d'emploi. Chaque année des milliers de personnes quittent la Moldavie pour quelques années ou pour des travaux temporaires. En 2009, 23% du PIB provenait des transferts d'argent des migrants à l'étranger. De par cette migration, des milliers d'enfants se retrouvent privés de l'affection de leurs parents et d'une surveillance adéquate. Un des dangers pour les jeunes quittant le pays à la recherche d'un emploi, notamment pour les émigrants illégaux, est d'être happés par la traite des êtres humains à des fins d'exploitation par le travail, d'exploitation sexuelle, ou bien pour la mendicité forcée.

L'alcoolisme et la violence domestique font des ravages. La maltraitance subie par les femmes et les enfants contribue à pousser les plus vulnérables vers les filets des trafiquants.



Objectifs	Réalisations 2017
Aides d'urgence, réinsertion socioprofessionnelle, assistance psychologique et/ou légale à des victimes du trafic. Partenaires locaux : Women's Initiative en Transnistrie, et Compasiune au centre de la Moldavie	- Transnistrie : notre partenaire fait état de 98 personnes victimes, ou potentiellement victimes, ont été assistées en cours d'année. Une première affaire a été portée devant le tribunal de Tiraspol. - Moldavie : 3 victimes sont prises en charge sur le moyen-terme.
Assistance multiforme aux victimes rapatriées. Partenaire local : délégation de l'Organisation internationale des migrations, Chisinau.	Depuis leur lieu d'exploitation Vivere a rapatrié en Moldavie 6 victimes du trafic, avec le concours souvent déterminant de l'OIM afin que l'arrivée de chaque personne soit sécurisée, avec une offre de prestations médicales/sociales qualifiées.
Soutien à des personnes âgées & à des victimes de violence domestique. Partenaire local : Compasiune au centre du pays.	48 personnes ont reçu un secours matériel & alimentaire pour éviter leur précarisation accrue, et pour les plus jeunes d'entre-elles le risque d'être happées par des trafiquants.

<sup>6</sup> La Transnistrie, sous forme officielle République moldave du Dniestr, est un État non internationalement reconnu à majorité slavophone et au gouvernement communiste qui a fait sécession de la Moldavie en 1991 lors de l'indépendance de cette dernière face à l'Union soviétique (au sein de laquelle la République moldave du Dniestr souhaitait demeurer).

<sup>7</sup> Guerre ayant fait 3'500 morts et autant de blessés.

## Moldavie et Transnistrie



*Victimes et psychologues en séance de détraumatisation*



*Présence et assistance auprès de personnes âgées vulnérables*



*Prévenir les jeunes, cibles privilégiées des trafiquants*

# Ukraine

## Situation

21 novembre 2013	Début d'Euromaïdan
22 février 2014	Renversement du président Ianoukovytch
28 février 2014	Début de la crise de Crimée
18 mars 2014	Rattachement de la Crimée à la Russie
6 avril 2014	Guerre du Donbass qui fait toujours rage à présent

Selon l'ONU le conflit a déjà fait 10'090 morts dont 2'777 civils.

Ajoutée à la précarité générale et au chômage prévalant déjà avant le début des évènements, cette guerre -qui péjore l'économie sociale de l'ensemble du pays- oblige chaque année des milliers de personnes supplémentaires à chercher à migrer, en s'exposant à tous les risques d'être abusées et exploitées par les mafias de trafiquants.



Objectifs	Réalisations 2017
<ul style="list-style-type: none"> <li>. Assistance directe aux victimes du trafic</li> <li>. Lutte contre l'impunité en incriminant les recruteurs &amp; trafiquants devant la justice Ukrainienne</li> <li>. Prévention du trafic auprès d'orphelins et de familles vulnérables.</li> </ul> Partenaires : association Avenir à l'ouest du pays, et association Road to Life à l'est (Kharkiv).	Cumulés aux résultats des années précédentes nous arrivons à : <ul style="list-style-type: none"> <li>. 43 victimes du trafic ont reçu l'assistance légale au cours de 12 procès instruits dans la région de Jytomyr.</li> <li>. 91 victimes ont reçu l'assistance légale au cours de 23 procès instruits à l'Est.</li> </ul> Dans quasiment tous les procès nous avons obtenu la condamnation des malfaiteurs à des peines significatives de privation de liberté.



*Gennady Gerasimenko, notre avocat, Tribunal de Kharkiv*



*Campagne de sensibilisation & prévention du trafic (photos Vivere)*



## Ouzbékistan

### Situation

"La situation des droits de l'homme demeure préoccupante en Ouzbékistan. Des progrès ont été enregistrés à partir de 2008 dans certains domaines, notamment la suppression de la peine de mort, l'introduction dans la législation d'un habeas corpus, et en 2013 une amélioration notable concernant le travail des enfants pendant la récolte du coton. L'Ouzbékistan s'est engagé en 2013 à mettre en œuvre 145 des 183 recommandations qui lui ont été faites au titre de l'examen périodique universel mené dans le cadre du Comité des droits de l'homme à Genève. L'UE continue d'exprimer ses préoccupations et ses attentes, notamment la libération de tous les défenseurs des droits de l'homme et prisonniers d'opinion maintenus en détention, la libre activité des ONG, la garantie de la liberté d'expression et de religion et de la liberté des médias." (extrait de 'France Diplomatie')

Face à un taux de chômage élevé et à une politique de rémunérations minimaliste, des milliers d'Ouzbèks cherchent à migrer pour trouver un emploi.

La moitié des victimes du trafic que nous rapatrions du Golfe persique sont originaires d'Ouzbékistan.



### Objectifs

- . Faciliter deux fois par an une mission de notre partenaire dans le Golfe persique afin d'accélérer l'identification et l'assistance aux victimes Ouzbèks qui y sont exploitées.
  - . Soutenir le service de suites aux victimes une fois qu'elles ont regagné leur pays.
  - . Assistance légale aux victimes ayant le courage de porter plainte contre leur bourreau
- Partenaire : l'association Istiqbolli Avlod

### Réalisations 2017

Par défaut de ressources une seule mission dans le Golfe a pu être effectuée en Mai.  
Cependant, 55 victimes Ouzbèks ont été rapatriées au cours de l'année. Le service de suites est assuré à toute victime de la région de Tachkent qui en exprime le besoin.  
Neuf victimes ont reçu l'assistance légale devant les tribunaux pour incriminer les malfrats responsables de leur asservissement.



*Équipe Istiqbolli Avlod, Tashkent*

## Golfe persique

### Situation

Plusieurs pays de cette région connaissent un singulier essor économique. Ces richesses excitent la convoitise des trafiquants d'êtres humains qui en font une destination de prédilection; par ailleurs elles sont un 'miroir aux alouettes' pour bon nombre de candidats à la migration.

Porter assistance aux victimes du trafic des êtres humains induit mille difficultés, mais aussi deux dangers potentiels :

- Être directement confrontés avec les mafias qui tirent des profits exorbitants de cet esclavage moderne. Sans foi ni loi, ces gens sont des tueurs.
- Susciter la vexation et le courroux des autorités nationales là où l'exploitation est pratiquée, tandis qu'elles s'évertuent à se présenter au monde comme irréprochables à cet égard. Un seul dignitaire se trouverait contrarié par la démonstration des dures réalités que nous traitons, et en peu d'instant nous serions inquiétés, expulsés, et une fin brutale portée au travail sur place.

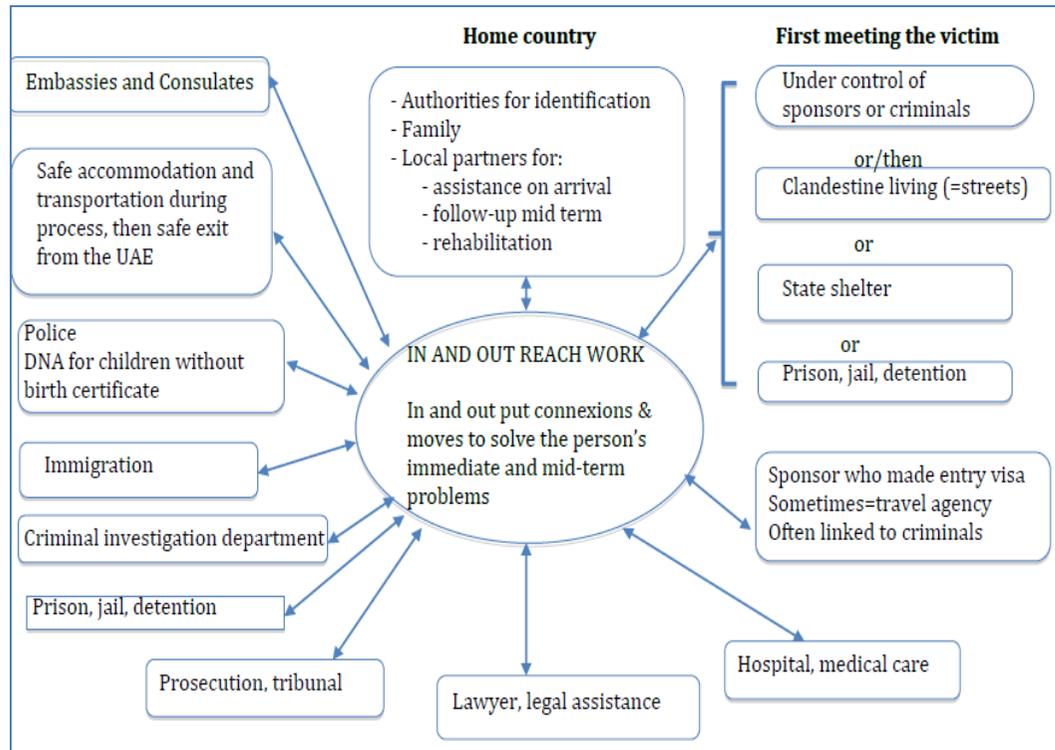
Ces éléments expliquent la discrétion qu'il nous faut observer tant envers les pays concernés que sur les formes de collaboration sur place permettant de délivrer des victimes et les rapatrier en sécurité.



Objectifs	Réalizations 2017
<p>. Réduire les menaces et les tourments endurés par les victimes du trafic retenues contre leur gré dans le pays d'exploitation, en les rapatriant dans leur pays d'origine respectif.</p> <p>. Assurer aux victimes une assistance adaptée à leurs problèmes : médical, légal, social. Tant dans le pays d'exploitation qu'une fois rentrées dans leur pays d'origine.</p> <p>. Renforcer une synergie efficace avec des organisations amies dans les pays d'origine pour qu'un service de suites soit assuré à chaque victime rapatriée.</p> <p>Partenaires locaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- notre équipe constituée en 'Crises center'</li> <li>- les délégations régionales de l'Organisation internationale des migrations dans les pays d'origine.</li> </ul>	<p>Depuis 2008 une petite équipe de 5 personnes a été constituée sur place qui travaille en permanence pour dépister et aider les victimes là où elles se trouvent recluses ou en clandestinité.</p> <p>En 2017 cette action a permis d'assurer un secours direct et déterminant à 187 victimes provenant de 20 pays différents et qui y ont été rapatriés dans un délai moyen inférieur à deux mois après la première identification.</p> <p>Notre assistance a pu s'étendre récemment à des victimes provenant d'Asie et d'Afrique. De plus nous avons démarré le travail dans un 2<sup>ème</sup> pays d'exploitation de la région du Golfe.</p> <p>Le schéma de la page suivante indique la méthodologie que nous avons mise au point avec l'équipe sur place.</p>

# Golfe persique

Schéma d'intervention pour l'identification, la libération, le rapatriement et le service de suites à assurer aux victimes du trafic des êtres humains.



*Victimes du trafic des êtres humains en attente de rapatriement*  
(photo Istiqbolli Avlod)



# Campagne pour l'abolition de la peine de mort et de l'emprisonnement à vie applicable aux mineurs

## Situation

Initiée en mai 2016, la Campagne a d'abord établi ses objectifs et ses limites :

1 - Obtenir l'abolition de la peine de mort et de la prison à vie pour les mineurs (au moment des faits). Les 13 États concernés par la peine de mort (dans leurs lois ou leurs pratiques) et les 68 États concernés par la prison à vie, ont reçu un courrier de *Vivere* demandant de valider ou non, les informations en notre possession sur leur législation. Trois réponses nous sont parvenues. Mais l'important était de leur signifier l'existence de notre mouvement et de son objectif.

2 - Constituer un réseau international de compétences et de références en vue d'étayer un argumentaire pertinent, spécifique aux mineurs poursuivis ou condamnés, pour développer la diffusion de ces arguments dans l'agenda international. De plus, *Vivere* est devenu membre

- de la Coalition mondiale contre la peine de mort, organisatrice du 6<sup>ème</sup> Congrès mondial auquel *Vivere* a participé en juin 2016 à Oslo, Norvège

- du Réseau 'Child Justice Advocacy Group' qui réunit les ONG internationales spécialisées en justice juvénile qui, en intégrant *Vivere*, ont placé l'abolition de la peine de mort comme objectif premier.

3 - Prendre en considération des situations individuelles susceptibles d'être soutenues sur le plan juridique, mais aussi par une mobilisation internationale, en accord préalable avec nos partenaires sur place. Une première collaboration a été établie avec une petite ONG Pakistanaise, « Redemption » (organization dedicated to the prisoners and their families). L'un des nôtres s'est rendu sur place en janvier 2017 pour jeter les bases de la collaboration.

Pays susceptibles d'appliquer la peine de mort aux enfants de moins de 18 ans



## Défis et Objectifs

En 2017, le projet repose toujours sur deux piliers : l'action de terrain et les démarches de plaidoyer. Malgré de grandes difficultés pour développer les financements de ce projet, l'année 2017 a vu l'action de terrain se poursuivre au Pakistan (voir page suivante), tandis que le document argumentaire a été finalisé en deux langues (24 pages, en français et anglais) comprenant tout l'éventail des instruments juridiques à disposition, et tous les motifs permettant de nous adresser aux États concernés comme aux instances internationales, afin d'obtenir l'applicable effective de ces interdictions existantes.

Même s'il est difficile de susciter un intérêt tant dans l'opinion publique qu'auprès des autorités concernées, cette cause est toujours valide, tant il est vrai qu'une question de vie ou de mort, appliquée au terme de quelque procédure que ce soit, ne devrait rien à voir avec des motifs ou des prétextes de diversité culturelle ou religieuse.

Le projet de mettre au point une pétition et un site de recherche de fonds sur cet objectif a été préparé en 2017 avec des étudiants de *l'International School of Lausanne*, pour publication en 2018.

Objectif : au 31 décembre 2022, les 13 pays dont la législation prévoit encore la peine capitale et les 68 pays prévoyant l'emprisonnement à vie pour les enfants en conflit avec la loi (moins de 18 ans au moment des faits), ont aboli les articles s'y rapportant dans leurs législations pénales respectives, et ont pris les mesures et dispositions permettant d'en vérifier l'application sur l'ensemble du territoire de leur juridiction.

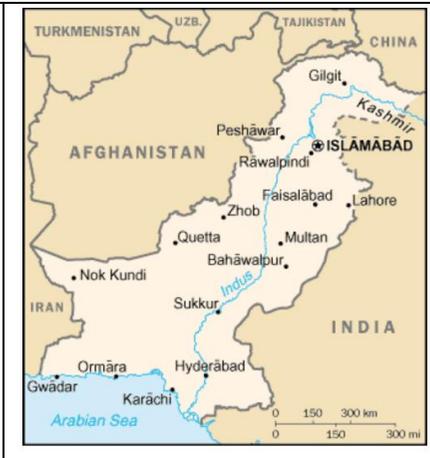
***La taille et les ressources modestes de Vivere ne sont évidemment pas à la mesure de mener, seul, une action d'une telle envergure. Nous en appelons au concours en savoir-faire et en forces militantes du plus grand nombre possible d'organisations et de personnes qualifiées qui voudront partager ce combat. Toute contribution au budget sera très importante, merci d'avance !***

# Pakistan

## Situation

Selon la législation pakistanaise la peine de mort peut être prononcée contre des enfants de moins de 18 ans, et exécutée, en référence au Décret Anti-terroriste, au Décret Anti-drogue, ou encore pour crime relevant du Hadd (précepte religieux). On peut estimer à environ 800 le nombre de condamnés en attente d'exécution qui étaient mineurs au moment des faits qui leur sont reprochés.

Extraits du rapport 2017 d'Amnesty International sur le contexte général : "La loi adoptée en 2016 a été utilisée pour intimider, harceler et arrêter arbitrairement des défenseurs des droits humains en raison de commentaires publiés en ligne. Les disparitions forcées étaient monnaie courante, et l'impunité était généralisée. Les violences liées au blasphème ont coûté la vie à un étudiant et, fait rare, le gouvernement a condamné ces agissements. Des manifestations de grande ampleur ont été organisées pour soutenir des lois réprimant le blasphème, qui étaient utilisées pour condamner des personnes exprimant leurs opinions. Des journalistes ont été attaqués sans qu'on connaisse l'identité de leurs agresseurs. Les membres des minorités continuaient de faire l'objet de discriminations lorsqu'ils tentaient d'accéder à des droits économiques et sociaux. Des femmes ont continué d'être tuées 'au nom de l'honneur' malgré l'adoption, en 2016, d'une loi réprimant pénalement cette pratique."



Objectifs	Réalizations 2017
<p>Au cours de cette première année : constituer la défense légale d'au moins cinq jeunes risquant le couloir de la mort.</p>	<p>Nous soutenons des cas de détenus ayant commis leurs crimes avant l'âge de 18 ans. La situation physique et psychologique des détenus, incarcérés parfois très loin de leur village d'origine, est difficile: la gravité des crimes, les lenteurs judiciaires, l'inconséquence des qualifications invoquées (des crimes de droit commun instruits sous la notion d'acte terroriste, induisant l'implication de cours spéciales), l'insuffisance des moyens de défense, l'absence de contacts avec les familles, ainsi que les conditions de détention, supposent un suivi avec de nombreux déplacements et des contacts répétés avec les détenus, avec leurs familles, et parfois infructueux auprès des autorités judiciaires.</p> <p>Onze cas ont été suivis (pour meurtres, vols avec violence, ou viols parfois en bande organisée) mais à des étapes très variables de chacune des procédures judiciaires : soit dès l'interpellation, soit à l'approche du procès, mais la majorité au cours de la détention préventive (toujours très longue) avant jugement. Détectés par signalement des familles, ou d'un avocat lorsqu'il existe. Dans tous les cas, la prise en charge se décide sur le risque de qualification criminelle pouvant entraîner la condamnation à mort ou la prison à vie. Il est difficile de mesurer à coup sûr l'impact de notre intervention. Elle consiste parfois à prendre en charge la défense, parfois en appui et soutien complémentaire à la défense existante, souvent sur des questions de procédure plutôt que sur le fond. Dans un des cas, il a fallu obtenir le transfert du dossier d'une cour anti-terroriste à un tribunal des mineurs 'ordinaire'. Dans certains cas, le suivi a été interrompu par la prise en charge par un avocat local, ou par une mesure de libération conditionnelle avec suivi social.</p> <p>Le nombre de situations suivies est cependant limité par la modestie des ressources que <i>Vivere</i> peut transférer au partenaire.</p>
<p>Partenaires : association Redemption et avocats indépendants</p>	<p>Parallèlement à l'action de Rédemption <i>Vivere</i> collabore avec un avocat indépendant qui avait sollicité les ONG internationales sur le cas d'un condamné à mort, détenue depuis 18 ans, dont les procédures en appel ont échoué et la demande de grâce rejetée. Cet avocat a renouvelé la demande de grâce présidentielle sur base d'un document d'identité scolaire retrouvé, attestant de sa minorité au moment du crime commis. Cette demande de grâce s'accompagne d'un motif humanitaire sur la durée de sa détention, dans l'incertitude de son exécution, mais aussi parce que quelques mois après la commission de son crime, le gouvernement pakistanaise avait adopté une nouvelle loi sur la justice juvénile abolissant la peine de mort pour les mineurs. Cette deuxième demande de grâce présidentielle est en suspens, dans un contexte d'actes terroristes répétés dans le pays, mais aussi préparation des élections générales de fin 2018, peu propice aux mesures de clémence vis-à-vis de l'opinion publique.</p>

## COMMUNICATION :

**Onze articles** ont fait mention du travail de *Vivere*, chiffre en légère diminution comparé à l'an dernier. En termes d'alerte de l'opinion publique sur les causes qui doivent être mieux connues et mieux comprises, notre capacité reste cependant insuffisante. Aussi, l'appel est permanent aux personnes douées en communication de venir soutenir ce travail avec leurs talents.

La **brochure de présentation** du mouvement s'avère toujours aussi efficace pour une sensibilisation rapide de publics attentifs mais disposant de peu de temps de lecture. Le stock imprimé gratuitement par des amis qui ne pourront plus réitérer ce geste avait pu être renouvelé grâce à un don spécifique. Nous recherchons une autre solution d'impression gratuite pour quelques centaines d'exemplaires dans nos deux langues de travail (FRA et ENG), et en appelons à tous les lectrices et lecteurs de ce rapport pour prêter main-forte dans cette quête.

Le **site web** de *Vivere* sur [www.vivere.ch](http://www.vivere.ch) remplit son office pour une présentation simple et explicite du mouvement ; c'est aussi un outil commode et économique pour entrer en matière avec des acteurs du terrain qui viennent s'enquérir sur les possibilités de collaboration. En 2017, avec le concours bénévole de Didier Bourderonnet, on a trouvé la capacité de mise-à-jour rapides des textes selon l'évolution des événements.

**Facebook** la page [www.facebook.com/vivereCH](http://www.facebook.com/vivereCH) a été ouverte en avril grâce aux efforts bénévoles de Scott et de Vincent Sugnaux.

**Diffusion de nouvelles du travail** : en cours d'année nous avons transmis 10 'Brèves' à l'ensemble des proches du mouvement, consistant en de courts résumés sur tel et tel volet des actions et appelant parfois à un concours ciblé pour résoudre tel ou tel besoin. Le fait de disposer de l'adresse électronique @ de chacun-e permet une économie substantielle de frais d'envoi<sup>8</sup> ; prière et merci à celles et ceux qui ne nous l'ont pas encore communiquée de bien vouloir le faire.

**Ventes militantes au Marché de Noël solidaire de Pôle Sud** : grâce aux efforts de Sian, Colin, Inès, Lea, Julie, Béatrice, Josiane, Yves, Coyne, Mike, Bernard et Emma, *Vivere* a pu présenter au public non seulement quelques articles en vente mais aussi des explications sur nos activités. Bénéfice très appréciable de frs 1'318 (€ 1'105) en faveur des orphelines de Kazimia (RdC).



---

<sup>8</sup> Ces brèves sont toujours envoyées en "Cci" afin qu'aucun spammeur ne puisse saisir votre adresse au passage

## COMMUNICATION (suite)

- 2 mai : pour présenter notre projet aux Philippines Scott est interviewé à la radio durant l'émission La Ligne du Cœur.
- 11 mai : nous animons une conférence sur trafic des êtres humains auprès du comité Nord-Sud de l'association Mosaïque de l'UNIL.



*Coralie Vilgrain de l'association Mosaïque introduit notre conférence*

- Juin : nous assurons la collaboration avec l'Université de Gand, Conflict Research Group, sur les violences commises au Sud Kivu, RdC.
- Les tous jeunes élèves de classe 7DB consacrent le bénéfice de la vente du journal qu'ils confectionnent aux actions de terrain de Vivere.

<p>juin 2017 <span style="float: right;">2fr</span></p> <h3 style="background-color: #008080; color: white; padding: 5px;">Le journal de la 7D8</h3> <p>Blague 5: Dans quel sport de combat les électriciens sont-ils les plus forts? En judo, car ils connaissent toutes les prises.</p>	<p>Trouve les 5 différences...</p> 	
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------

- 7 septembre : avec Emma et Lea on présente Vivere aux étudiants de l'Ecole PrEP de Lausanne.

## COMMUNICATION (suite)

**Participation à la plateforme 'Diaspora et Développement'** : Alfonso a représenté Vivere au sein de cet atelier organisé par la Fedevaco et qui a compté avec l'engagement des entités membres travaillant dans le domaine de la migration. L'objectif général étant d'assurer que les associations vaudoises de la diaspora soient reconnues et compétentes en matière de développement.

**Cartes au format postal toujours disponible** : une série de cartes illustrant nos actions sur le terrain. Les photos témoignent, elles sont bien sûr propriété exclusive de Vivere, ©. Ces cartes vous sont présentées ci-après ; chacune est légendée au verso. La série de 10 cartes est proposée à CHF 20.- (€ 15.-).

Nous vous invitons à joindre l'agréable à l'utile en commandant une ou plusieurs séries.



**Toujours disponible est ce livre de photos sur le travail en R.d.Congo**



**Le bilan des outils et évènements de communication** vaut d'être souligné par le fait qu'il s'est constitué avec quasi zéro coûts nets pour le mouvement. Autant de gratuités ne le sont bien évidemment pas pour tout le monde, aussi Vivere assure sa plus profonde gratitude à celles et ceux qui ont eu le courage de les solliciter comme à celles et ceux qui les ont concédés, souvent sur leurs propres deniers et/ou en payant de leur personne au prix fort. C'est bien simple : nous leur devons tout, absolument tout !

## II FINANCES

Josiane soumettra à l'assemblée générale les comptes 2017 en bonne et due forme. Ces comptes ont été gracieusement compilés par la société MAZARS, dont les responsables se sont montrés sensibles aux causes défendues par *Vivere* et au souci qui est le nôtre d'épargner les ressources par l'allocation de prestations gratuites.

Rappelons que la facturation de ce travail est compensée par un accommodement assurant, *in fine*, aucun frais pour le mouvement. Un tel geste est exceptionnel car il permet non seulement de garantir les meilleurs facteurs de sérieux et de professionnalisme à la tenue de nos comptes, mais aussi d'inspirer confiance aux donateurs sur cet aspect si sensible de la gestion.

A ce jour, *Vivere* compte 5 membres individuels qui forment le comité, 47 membres solidaires cotisants, et 443 donateurs depuis le début, dont environ 1/5<sup>ème</sup> ont fait un ou plusieurs versements cette année. Ces personnes sont principalement en Suisse, en France et en Espagne. Nous assurons tous les donateurs et membres de notre vive gratitude pour la confiance qu'elles & ils accordent à ce mouvement. Grâce à vous, quelque part dans le monde quelqu'un a cessé de souffrir, et ailleurs un autre souffrira moins.

Il n'y a pas de 'petits' dons à *Vivere*, ce d'autant moins que les versements les plus modestes correspondent cependant souvent à une intention fervente.

La motivation de donateurs qui versent CHF 10 ou 25, à plusieurs reprises en cours d'année, nous va droit au cœur et mérite notre plus profond respect.

Tant que nous fonctionnerons en bénévolat intégral, la totalité des ressources part et partira sur le terrain dans les projets. Ce principe reste constant. Nous avons reçu des dons spécifiques pour couvrir en quasi totalité les frais de mission & d'administration.

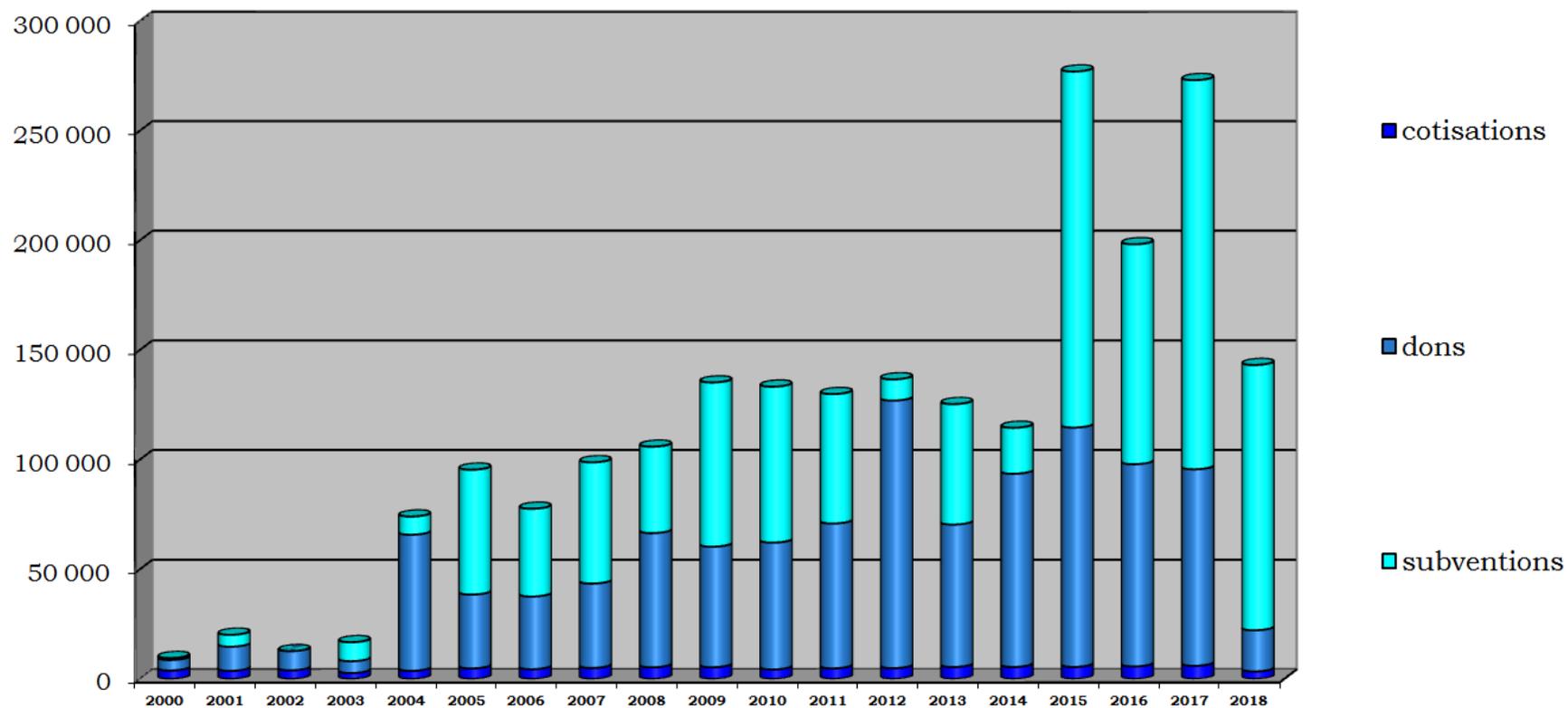
Evidente au fil des pages plus haut est la solidarité exceptionnelle accordée aux actions sur le terrain par les organisations amies : la fondation Prapioz, l'Organisation internationale des migrations, la Fondation Pro Victimis, le Département Fédéral des Affaires Étrangères, la fondation Sentinelles, la fondation N. Puech. Une telle confiance décuple grandement l'impact du travail. Preuve, aussi, que les causes humaines que nous soutenons recourent les convictions de justice de ces organisations dont la chronique est bien plus longue que la nôtre, et dont la sagesse très souvent nous éclaire.

Onze membres ou donateurs ont spontanément décidé de faire ou de reconduire un ordre de paiement mensuel ou trimestriel permanent en faveur du mouvement, ce qui fait un apport précieux à la fois bien sûr par les montants concernés mais aussi comme un signe d'encouragement qui se renouvelle régulièrement.

À titre indicatif ce graphique :

## Les ressources

(situation au 19 avril 2018, en francs suisses)



\*

Depuis sa création en 1999 Vivere est mû uniquement par des bénévoles. Sans coûteux dispositifs pour la recherche de fonds ou le marketing, et sans loyers à supporter, nos frais de fonctionnement sont à moins de 2%. Cette gestion spartiate du mouvement n'est possible que grâce à votre solidarité.

### III L'ÉQUIPE

Emma Garcia comme secrétaire, Josiane Grimbühler trésorière, Scott Typaldos et Sian Harding forment avec Mike Hoffman le comité de *Vivere* qui, s'étant réuni formellement à 4 reprises<sup>9</sup> depuis la précédente assemblée générale, se concertent régulièrement entre-deux. Bernard Boëton, responsable du projet 'Abolition de la peine de mort appliquée aux mineurs', participe aussi aux séances du comité.

Notons que le courrier nous amène souvent des candidatures spontanées de personnes cherchant un stage ou un emploi, leur confiance nous honore. *Vivere* peut certes être un terrain de stage intéressant pour un-e aspirant-e désirant s'impliquer sérieusement, dans le principe nous l'accueillerions volontiers ; mais à défaut d'un local-bureau et d'une personne présente en permanence l'association ne réunit que difficilement les conditions logistiques minimales pour encadrer valablement un-e stagiaire.

Les pages précédentes attestent que 2017 nous aura apporté de nombreux concours bénévoles déterminants. Sans risquer des oublis il serait hasardeux de chercher à récapituler tous les noms qui n'ont pas déjà été cités dans ce rapport, mais notre gratitude est vive envers chacune de ces personnes qui seules ont permis, et permettent encore, de tirer vers le haut l'action du mouvement.

Nous espérons lire ou entendre vos critiques, commentaires, contributions. Cette petite machine à rétablir le droit de vivre vous doit tellement... et pourtant elle vous réclame encore !

22 avril 2018

*Sian Harding*

*Emma Garcia*

*Josiane Grimbühler*

*Scott Typaldos*

*Mike Hoffman*

*Vivere* 7, ave d'Yverdon C.H.1004 Lausanne [contact@vivere.ch](mailto:contact@vivere.ch) [www.vivere.ch](http://www.vivere.ch) CCP 17 – 709 738 – 6  
Prix des droits de l'homme de la République française, mention spéciale, 2007 Membre de la FEDEVACO  
association à but non lucratif régie par les articles 60 et suivants du code civil suisse, politiquement et confessionnellement indépendante  
reconnue d'utilité publique

<sup>9</sup> Les 30 mars, 22 juin, 11 octobre (au cours de laquelle les statuts de l'association ont été officiellement adaptés), et 7 décembre

Il demeure cependant souhaitable que davantage de membres s'impliquent dans la recherche de fonds & de gratuités.

### IV L'AVENIR :

Ce petit mouvement doit ambitionner de :

1. Intéresser davantage de personnes à en devenir membres, et davantage de ses membres à y prendre des responsabilités concrètes.
2. Accroître sa capacité de recherche de fonds pour parvenir rapidement aux montants figurant dans notre projet de budget conçu au lancement, soit environ CHF 500.000/an (€ 417'000). Une telle surface financière permettrait d'aborder une trentaine de microprojets dans l'année en ayant 1 équivalent temps-plein en force de travail permanente pour servir et coordonner l'ensemble sous l'égide du comité.
3. Quelle que soit l'évolution financière : intensifier la communication sur les causes & combats pour lesquels *Vivere* a été créé, soutenir les acteurs de justice qui se battent en première ligne, s'impliquer davantage dans les réseaux militants et aider à faire circuler des informations vitales.

\*